



**HAL**  
open science

# Leçons de l'élection européenne de 2019. L'humanisme sécuritaire et néolibéral du président Macron : antidote ou iatrogénie à la “ lèpre nationaliste ” ?

Vincent Geisser

## ► To cite this version:

Vincent Geisser. Leçons de l'élection européenne de 2019. L'humanisme sécuritaire et néolibéral du président Macron : antidote ou iatrogénie à la “ lèpre nationaliste ”?. Migrations Société, 2019. halshs-02317467

**HAL Id: halshs-02317467**

**<https://shs.hal.science/halshs-02317467v1>**

Submitted on 16 Oct 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## LEÇONS DE L'ÉLECTION EUROPÉENNE DE 2019. L'HUMANISME SÉCURITAIRE ET NÉOLIBÉRAL DU PRÉSIDENT MACRON : ANTIDOTE OU IATROGÉNIE À LA « LÈPRE NATIONALISTE » ?

Vincent Geisser

Centre d'information et d'études sur les migrations internationales | « [Migrations Société](#) »

2019/2 N° 176 | pages 3 à 15

ISSN 0995-7367

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.inforevue-migrations-societe-2019-2-page-3.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'information et d'études sur les migrations internationales.

© Centre d'information et d'études sur les migrations internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Leçons de l'élection européenne de 2019. L'humanisme sécuritaire et néolibéral du président Macron : antidote ou iatrogénie à la « lèpre nationaliste » ?

Vincent GEISSER

*« Il est des mots aujourd'hui en France dont certains moquent l'innocence un peu naïve : humanisme, tolérance, bienveillance, espérance, revendiquez-les, défendez-les, faites-en vos drapeaux contre les drapeaux noirs et le relativisme corrosif dont notre monde souffre tant ».*

Emmanuel Macron, président de la République française, 10 juillet 2017<sup>1</sup>

*« Je crois, face aux migrations, à une Europe qui protège à la fois ses valeurs et ses frontières ».*

Emmanuel Macron, président de la République française, 3 mars 2019<sup>2</sup>

La stratégie politique et électorale développée par le président de la République française, Emmanuel Macron, et sa majorité, dans le cadre de l'élection européenne de 2019, était en apparence limpide : rassembler et consolider le camp des humanistes, démocrates et libéraux pour contenir la « menace » des tenants du camp populiste, autoritaire et protectionniste, en jouant à fond sur la représentation binaire des « deux France » et des « deux Europe ». Il est vrai que la campagne électorale s'inscrivait dans un contexte sociopolitique particulier qui a probablement incité la majorité présidentielle à porter cette stratégie frontale à son paroxysme ; sur le plan national, le mouvement des « gilets jaunes » qui n'en finit pas et que les conseillers du président de la République tentent tant bien que mal de discréditer en le présentant sous le registre identitaire (poujadiste,

- 
1. MACRON, Emmanuel, *Discours lors de la commémoration du massacre d'Oradour-sur-Glane* [En ligne], 10 juillet 2017, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/06/10/discours-du-president-de-la-republique-hommage-a-oradour-sur-glane>.
  2. MACRON, Emmanuel, "Pour une renaissance européenne", tribune publiée dans plusieurs quotidiens européens. Voir notamment dans *Le Figaro*, le 5 mars 2019.

antisémite et xénophobe)<sup>3</sup> ; sur le plan européen, l'offensive politique des gouvernements nationalistes, notamment sur la question migratoire (Autriche, Italie, Hongrie, etc.) qui, à moyen terme, est perçue comme une menace pour le consensus franco-allemand, clef de voûte de l'édifice européen. Dès lors, il apparaissait clair aux yeux du président et de sa majorité que la dénonciation systématique de la « lèpre nationaliste » dans sa version française (le Rassemblement national) et dans sa version européenne (les majorités populistes au pouvoir dans l'Union européenne, UE) était non seulement justifiée moralement au nom de la défense des idéaux démocratiques et humanistes, mais aussi très utile électoralement pour contenir la percée annoncée des partis d'extrême droite. C'était d'ailleurs le message principal de la tribune « Pour une renaissance européenne » publiée par Emmanuel Macron dans plusieurs grands quotidiens des 28 pays de l'UE : « *Le repli nationaliste ne propose rien ; c'est un rejet sans projet. Et ce piège menace toute l'Europe : les exploités de colère, soutenus par les fausses informations, promettent tout et son contraire. Face à ces manipulations, nous devons tenir debout. Fiers et lucides. Dire d'abord ce qu'est l'Europe. C'est un succès historique : la réconciliation d'un continent dévasté, dans un projet inédit de paix, de prospérité et de liberté. Ne l'oublions jamais. Et ce projet continue à nous protéger aujourd'hui* »<sup>4</sup>. C'était aussi l'argument majeur de la campagne de la liste majorité présidentielle (« Renaissance ») emmenée par l'ancienne ministre chargée des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, esquivant ainsi les questions qui fâchent (sociales et économiques) : « *Ne pas voir qu'il y a aujourd'hui une poussée nationaliste, extrémiste et démagogue en Europe, c'est ne pas avoir d'yeux pour voir. Lorsque Emmanuel Macron a parlé d'une "lèpre qui monte", il a nommé ce qui se passait, sans avoir peur de le dire et avec envie de la combattre. Jusqu'à présent, certains en Europe avaient préféré fermer les yeux et se boucher les oreilles. Ce silence s'est traduit par une montée de mouvements autoritaires. [...] Il y a aujourd'hui un vent mauvais qui souffle sur le continent. Face à cela, deux attitudes sont possibles : mettre la tête dans le sable en espérant tirer son épingale du jeu ou prendre le risque d'affronter ce vent mauvais en s'exposant aux critiques, à la violence verbale — et pas seulement — de certains de nos adversaires. C'est ce choix que nous avons fait* »<sup>5</sup>.

3. GEISSER, Vincent, "Les gilets jaunes et le triptyque 'islam, banlieues, immigration' : une machine à produire des fantasmes identitaires", *Migrations Société*, vol. 31, n° 175, janvier-mars 2019, pp. 5-16.

4. MACRON, Emmanuel, "Pour une renaissance européenne", *op. cit.*

5. SALLES, Alain ; RICARD, Philippe ; SEMO, Marc, "Nathalie Loiseau : 'Nous avons fait le choix d'affronter la poussée populiste'", *Le Monde*, 18 février 2019.

Stratégie présidentielle digne du Prince de Machiavel<sup>6</sup> ou prise de conscience d'un réel risque d'une hégémonie de l'extrême droite nationaliste, populiste et xénophobe dans l'Union européenne ? En somme, Emmanuel Macron est-il un Romain Rolland, angoissé par le danger de la « peste brune » dans l'Europe de l'entre-deux-guerres<sup>7</sup>, ou davantage un François Mitterrand, faisant monter cyniquement le Rassemblement national pour anéantir électoralement la droite française<sup>8</sup> ? La réponse du sociologue du politique à cette question sera nécessairement nuancée, tant il sait par expérience que les stratégies électorales, même les plus cyniques, ne sont jamais exemptes d'une dimension morale et, qu'à l'inverse, le registre moral constitue parfois un argument fort utile pour l'acteur politique en crise de légitimité.

Au regard des discours et des prises de position publiques du président Macron depuis son investiture en mai 2017<sup>9</sup>, on relèvera que cette lecture binaire du paysage politique européen (démocraties libérales *versus* autoritarismes protectionnistes) ne date pas de la campagne pour l'élection européenne. Elle s'inscrit dans une autre temporalité. C'est une stratégie bien réfléchi qui participe de considérations morales mais aussi d'une croyance profonde en la bipolarisation inéluctable du champ politique, entraînant la disparition à terme des vieux clivages partisans (gauche/droite). Cette croyance s'apparente à une prophétie autoréalisatrice<sup>10</sup>, révélatrice de la volonté présidentielle de conforter son *leadership* sur le plan national et à l'échelle européenne, en s'imposant comme le « dernier recours » ou le « sauveur » de la démocratie humaniste et libérale, ce que le président qualifie d'ailleurs de « projet français pour l'Europe » dans un discours prononcé devant le Congrès : « *Pour faire face à la peur de l'effacement, à cette insécurité culturelle et civilisationnelle que j'évoquais, nous avons aussi besoin de porter le projet français pour l'Europe. Ce projet, c'est de retrouver le sens et la substance de notre coopération face à tous les défis que nous pouvons relever uniquement ensemble en tant qu'Européens.*

---

6. FREYSSENET, Elsa, "Macron, l'impopularité et les conseils de Machiavel" [En ligne], *Les Échos.fr*, 5 octobre 2018, <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/macron-limpopularite-et-les-conseils-de-machiavel-141006>.

7. RACINE, Nicole, "Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes", in : SIRINELLI, Jean-François (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la vie politique française*, Paris : Presses universitaires de France, 1995.

8. FAUX, Emmanuel ; LEGRAND, Thomas ; PEREZ, Gilles, *La main droite de Dieu. Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*, Paris : Éd. du Seuil, 1994, 272 p.

9. Pour la rédaction de cet éditorial, nous avons relu une trentaine de discours présidentiels prononcés dans des circonstances diverses entre mai 2017 et mai 2019. Ce corpus est consultable sur le site officiel de la présidence de la République : <https://www.elysee.fr/toutes-les-actualites>.

10. DEMAILLY, André, "De Pygmalion aux prophéties autoréalisatrices", *Le Journal des psychologues*, vol. 7, n° 260, 2008, pp. 68-72.

*Cet engagement, ce projet français a d'ores et déjà permis des avancées réelles que d'aucuns pensaient impossibles jusqu'alors* »<sup>11</sup>.

Cette vision anxiogène des « deux France »<sup>12</sup> — et par extension des « deux Europe » — a été exprimée à maintes reprises, notamment lors de la commémoration émouvante de la rafle du Vel d'Hiv, en juillet 2017, quand le président de la République a dénoncé devant des enfants et petits-enfants de déportés juifs le retour en force d'un nationalisme mortifère : *« Ne nous laissons pas non plus convaincre par les prophètes de malheur qui passent leur temps à nous dire que l'horizon est sombre, que l'espoir est vain, que la France n'en a plus pour longtemps, que peut-être elle a déjà disparu, qu'elle s'habitue à ces violences et ces divisions et qui désignent des boucs émissaires. Car ils sont aussi dans ces mots, dans ces idées les ferments du désespoir et de la discorde »*<sup>13</sup>.

Un an plus tard, en déplacement officiel à Quimper, Emmanuel Macron a développé une vision toute aussi sombre de l'avenir européen, pointant du doigt la montée inexorable des extrêmes dans l'ensemble des pays de l'UE. C'est la première fois, semble-t-il, qu'il employait l'image de la « lèpre nationaliste » en référence à la « peste brune » de l'entre-deux-guerres : *« Et je vous le dis avec beaucoup de gravité dans le moment que nous vivons, beaucoup la détestent mais ils la détestent depuis longtemps. Mais vous les voyez monter comme une lèpre un peu partout en Europe, dans des pays où nous pensions que c'était impossible de la voir réapparaître et des amis voisins. Ils disent le pire et nous nous y habituons. Ils font les pires provocations et personne ne se scandalise de cela ! On se retourne sur nous-mêmes : vous, vous n'êtes pas assez ceci ou cela. On vient accuser les Européens de ne l'être pas assez ou pas tout à fait comme on voudrait et on oublie de dénoncer ceux qui ne le sont plus du tout, ceux qui la détestent et font monter leurs projets. On s'habitue à tous les extrêmes dans les pays qui, depuis des années, sont pourtant pro-européens comme nous ! Et sur ce sujet, nos élites économiques, journalistiques, politiques ont une responsabilité immense, immense ! »*<sup>14</sup>.

Mais c'est lors d'un entretien accordé au quotidien régional *Ouest-France* (l'un des plus gros tirages de la presse française) que le président de

11. MACRON, Emmanuel, *Discours devant le Congrès réuni à Versailles* [En ligne], 12 juillet 2018, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/07/12/discours-du-president-de-la-republique-devant-le-parlement-reuni-en-congres-a-versailles>.

12. Le Président de la République établit ici un parallèle historique entre les « deux France » sous l'Occupation, la France de Vichy qui a choisi la collaboration avec les Nazis et la France de Londres qui a résisté démocratiquement à la « peste brune ».

13. MACRON, Emmanuel, *Discours à l'occasion de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv* [En ligne], 18 juillet 2017, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/07/18/discours-du-president-de-la-republique-francaise-a-l'occasion-de-la-commemoration-de-la-rafle-du-vel-dhiv>.

14. MACRON, Emmanuel, *Discours de Quimper* [En ligne], 21 juin 2008, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/06/21/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-place-saint-corentin-a-quimper>.

la République établit un parallèle explicite avec les années 1930, comparant la situation sociale et économique actuelle à la crise de 1929, prélude à la montée du nazisme en Allemagne et des partis fascistes en Europe : « *Je suis frappé par la ressemblance entre le moment que nous vivons et celui de l'entre-deux-guerres. Dans une Europe qui est divisée par les peurs, le repli nationaliste, les conséquences de la crise économique, on voit presque méthodiquement se réarticuler tout ce qui a rythmé la vie de l'Europe de l'après Première Guerre mondiale à la crise de 1929. Il faut l'avoir en tête, être lucide, savoir comment on y résiste* »<sup>15</sup>. L'historien Pascal Blanchard y voit d'ailleurs un parallèle historique pertinent, considérant que le diagnostic alarmiste établi par le président de la République constitue moins un acte de démagogie électoraliste qu'une preuve de lucidité politique : « *Emmanuel Macron, écrit P. Blanchard, fait ainsi référence à un discours très présent pendant l'entre-deux-guerres dans les années 1930. La "peste brune" était un terme très employé à la fois pour signifier la montée du nazisme et la montée du fascisme. Il fait donc le parallèle avec cette époque ou pratiquement tous les six mois une grande démocratie en Europe basculait dans l'extrémisme ou le populisme. Aujourd'hui, on retrouve précisément cela, les discours se durcissent dans des pays qui étaient de grandes démocraties comme la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas. De surcroît, des partis ultranationalistes captent la démocratie pour servir leurs intérêts comme c'est le cas en Hongrie, en Italie ou en Pologne. Cette phrase du président de la République est donc une référence extrêmement pointue et précise pour établir un parallèle avec la période des années 1930* »<sup>16</sup>.

Si l'on peut suivre en partie l'avis de Pascal Blanchard sur la relative pertinence de cette comparaison historique (années 1930-période actuelle)<sup>17</sup>, l'on est en droit de s'interroger, en revanche, sur ses effets sociaux et politiques en termes de prise de conscience démocratique. Est-elle réellement (re)mobilisatrice des opinions publiques face à la montée de l'extrême droite en France et en Europe ? Ou, au contraire, ne risque-t-elle pas de produire, par son fatalisme politique et son instrumentalisation électorale, des effets démobilisateurs, ou pire encore, une tendance de certains citoyens à exprimer leur mécontentement social par un vote radical ? Finalement, focaliser sur la « peste brune » ou la « lèpre nationa-

---

15. MACRON, Emmanuel, "Le moment que nous vivons ressemble à l'entre-deux-guerres", *Ouest France*, 31 octobre 2018.

16. HAËRI, Louis, "Macron et la 'lèpre qui monte' : 'C'est une référence précise à la période des années 1930'" [En ligne], *Le jdd.fr*, 22 mai 2018, <https://www.lejdd.fr/Politique/macron-et-la-lepre-qui-monte-cest-une-reference-precise-a-la-période-des-années-1930-3690332>.

17. Ce parallèle historique a provoqué une controverse chez les historiens, Pascal Blanchard étant accusé d'être trop complaisant avec la rhétorique présidentielle : L'EXPRESS/AFP, "Macron fait appel à l'Histoire, les historiens débattent" [En ligne], *L'express.fr*, 11 novembre 2018, [https://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-fait-appel-a-l-histoire-les-historiens-debattent\\_2047763.html](https://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-fait-appel-a-l-histoire-les-historiens-debattent_2047763.html).

liste », c'est aussi prendre le risque d'appauvrir le débat public, d'assécher les controverses, d'esquiver les réponses sociales à la crise économique, et de donner à l'extrême droite le statut d'adversaire légitime (sinon de concurrent principal), en occultant tous les autres, contribuant ainsi au processus de dépolitisation et de désaffiliation électorale. C'est plutôt cette dernière hypothèse que nous entendons privilégier, et ce d'autant plus que le discours d'Emmanuel Macron, loin d'être sans ambiguïté à l'égard de la rhétorique autoritaire et populiste, tend à reprendre une partie de ses énoncés et à entretenir un cousinage idéologique, certes lointain, mais profondément ambivalent<sup>18</sup>. Sur ce plan, la question migratoire constitue une entrée pertinente pour comprendre les ambivalences du néolibéralisme macronien ; ce dernier encourage moins une posture de résistance démocratique face à l'extrême droite, qu'il ne révèle les zones d'ombre de l'humanisme sécuritaire et néolibéral. Il ne s'agit pas ici d'accuser Emmanuel Macron de chercher à récupérer à son profit le discours anxigène des mouvements nationalistes européens, mais plutôt de pointer une démarche présidentielle à la fois « dépolitisante » et « désidéologisante » qui favorise indirectement la progression électorale de l'extrême droite par la dissémination de ses idées dans le corps social. En deux mots, l'on peut se demander si la posture de « résistance macronienne » — les guillemets sont ici volontaires — ne constitue pas davantage une *iatrogénie*<sup>19</sup> qu'un *antidote* à l'enracinement de l'extrême droite française et européenne.

Parmi les nombreux discours prononcés par Emmanuel Macron depuis son élection en mai 2017<sup>20</sup>, son allocution devant les forces de l'ordre à Calais, le 16 janvier 2018, et celle devant le Congrès réuni à Versailles, le 12 juillet 2018, font figure de véritable programme présidentiel sur les questions de l'asile, de l'immigration et sur la gestion des frontières extérieures européennes. Dans ce domaine, force est de constater que la rhétorique présidentielle illustre moins une volonté de résistance démocratique face à la « menace » de l'extrême droite qu'une forme de recyclage sécuritaire et néolibéral de certaines de ses thématiques fétiches. En effet, le président exprime de manière récurrente une vision conservatrice de l'ordre social qui entend vilipender les donneurs de leçon humanistes

18. Sur cette question, voir la réflexion stimulante de la professeure de sciences politiques à l'Université de Berkeley, BROWN, Wendy, "Néo-libéralisme et fin de la démocratie", *Vacarme*, vol. 4, n° 29, 2004, pp. 86-93. Voir également l'ouvrage tout aussi stimulant intellectuellement de CHAMAYOU, Grégoire, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris : Éd. La Fabrique, 2018, 336 p.

19. L'iatrogénie est « l'ensemble des conséquences néfastes pour la santé, potentielles ou avérées, résultant d'une intervention médicale (erreurs de diagnostic, prévention ou prescription inadaptée, complications d'un acte thérapeutique) ou de recours aux soins ou de l'utilisation d'un médicament ou autre produit de santé ». Source : <http://www.psycho.media.qc.ca/lexique/definition/iatrogene>.

20. Le lecteur pourra trouver la quasi-totalité des allocutions présidentielles sur le site officiel de la présidence de la République : <https://www.elysee.fr/>.



(sous-entendu les associations de solidarité, les militants pour les droits des migrants, les organisations humanitaires, etc.) qui, selon lui, sont incapables de saisir les inquiétudes légitimes des Français « ordinaires ». Cette rhétorique moralisatrice rappelle celle de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, lorsqu'il évoquait notamment la « France d'en bas » : « *L'ordre républicain vaut pour tout le monde et je ne saurais expliquer à nos concitoyens qui chaque jour se lèvent, vont au travail, qui payent leurs impôts, qui se comportent en bon citoyen, qu'il y aurait une forme de non-droit pour certains autres. Il y a un devoir d'humanité, mais il y a aussi le devoir de respecter la loi de la République* »<sup>21</sup>.

Ces « autres » auxquels fait référence le président Macron dans son discours de Calais, ce sont les migrants en général, et les sans papiers en particulier. Le chef de l'État défend clairement une approche répressive de la question migratoire qui reste fidèle à l'humanisme sécuritaire des gouvernements précédents : *réprimer les migrants au nom des droits de l'homme*<sup>22</sup> ; figure certes paradoxale, mais qui constitue pourtant le socle idéologique des politiques migratoires des gouvernements de droite comme de gauche depuis la fin des années 1970. Sur ce plan, la posture macronnienne ne fait pas exception ; elle aurait même tendance à accentuer le volet répressif de la politique migratoire : « *Nous devons, sur ce sujet encore, nous montrer fidèles à notre Constitution qui protège de manière inconditionnelle ceux qui demandent l'asile, mais impose des règles précises à ceux qui, pour des raisons économiques, quittent leur pays pour rejoindre le nôtre. L'ordre républicain exige le respect des frontières, des règles pour rejoindre ce qu'est la nation. C'est le principe même de la souveraineté et un devoir d'humanité que notre Constitution prévoit. C'est en respectant cette grammaire que nous devons faire face à nos défis contemporains. Il n'y a aucune solution de court terme, facile, ni celle de l'émotion ni celle de la colère* »<sup>23</sup>.

Cette parfaite continuité avec la politique migratoire conduite par les gouvernements français de 1974 à 2014 connaît toutefois une inflexion néolibérale au sens économique du terme : l'humanisme sécuritaire du président Macron est aussi un humanisme néolibéral qui loue les principes d'efficacité, de productivité et de rentabilité. Le nouveau président exige des agents de l'État (préfets, policiers, douaniers, etc.) qu'ils se conforment à une gouvernance néolibérale des migrations qui soit digne de la gestion des grandes entreprises privées. Cette recherche d'une efficacité managériale dans la gouvernance migratoire est ainsi justifiée — même si cela peut faire sourire les esprits critiques — par la nécessité

21. MACRON, Emmanuel, *Discours devant les forces de sécurité à Calais* [En ligne], 16 janvier 2018, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/01/16/discours-devant-les-forces-de-securite-a-calais>.

22. Souligné par nous-même.

23. MACRON, Emmanuel, *Discours devant le Parlement réuni en Congrès*, op. cit.

d'expulser les migrants dans la dignité : « Sur ce sujet, je crois très profondément que nous devons et nous pouvons réconcilier l'humanisme véritable et l'efficacité des politiques publiques. D'abord parce qu'il n'y a pas d'humanisme sans efficacité, et je ne crois pas à un humanisme démagogique ; et ensuite parce qu'il n'y a pas d'efficacité si elle n'est au service des valeurs qui font notre République, et des principes pour lesquels nous sommes unis. Et donc c'est toute cette exigence, en termes d'accueil, de contrôle et de reconduite qu'il nous faudra porter et pour laquelle je compte éminemment sur vous »<sup>24</sup>. De là, un procès présidentiel fait de manière à peine voilée aux fonctionnaires de l'État qui se seraient progressivement installés dans une culture de l'inefficacité, voire dans une forme de paresse institutionnelle, mettant en péril la productivité de la machine à expulser : « Enfin, nous sommes inefficaces dans l'expulsion, la reconduite aux frontières de celles et ceux qui, in fine, n'ont pas l'accès au titre. Nous reconduisons beaucoup trop peu ! Nous n'arrivons pas à reconduire aujourd'hui, [...] y compris [vers] certains pays que nous aidons massivement ! La résultante de cette situation, c'est que nous laissons s'installer, nous avons aujourd'hui sur le territoire national des centaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière ayant été déboutés de différentes procédures, que nous ne reconduisons pas dans le pays d'origine. Et qui vivent dans un "no man's land" administratif. C'est de l'inefficacité, et une forme d'inhumanité »<sup>25</sup>.

Cette dénonciation présidentielle du dysfonctionnement de la « machine à expulser » s'accompagne aussi d'une attaque virulente contre les associations de solidarité avec les migrants. À l'instar de Nicolas Sarkozy et de Manuel Valls, le discours macronien contribue à la criminalisation des acteurs associatifs et des citoyens ordinaires, légitimant ainsi le « délit de solidarité » au nom de l'humanisme sécuritaire. Dans son discours devant les forces de sécurité intérieure, prononcé le 18 octobre 2017, le président Macron s'en est pris directement aux militants qui entravent l'efficacité de la politique migratoire. En somme, les actions des organisations non gouvernementales (ONG) constitueraient selon lui un facteur de désordre social, nuisible à la cohésion nationale : « Mais je n'accepterai d'aucune association le comportement que je vois parfois aujourd'hui sur le terrain, qui consiste à protéger celles et ceux qui arrivent dans notre pays, de tout formalisme administratif ; et donc de considérer qu'on puisse héberger sans se soumettre au début de la procédure. Moi, je ne sais pas expliquer aux classes moyennes françaises qu'on va héberger sans commencer à contrôler. Parce qu'à ce moment-là, nous hébergerons beaucoup. Et je n'ai pas le sentiment que nous soyons en situation de le faire aussi largement. C'est donc cette

24. Ibidem.

25. MACRON, Emmanuel, *Discours aux Préfets* [En ligne], 5 septembre 2017, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/05/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-aux-prefets-le-5-septembre-2017>.

*double exigence qui suppose une conversion culturelle, de part et d'autre, à laquelle nous devons nous astreindre à marche forcée, dès aujourd'hui* »<sup>26</sup>.

Au-delà de l'Hexagone, la rhétorique du président est marquée par une certaine obsession à sanctuariser les frontières européennes. Dans l'approche macronienne de la migration, on relève une transposition du discours populiste sur la frontière nationale aux frontières européennes. Finalement, de manière consciente ou inconsciente, Emmanuel Macron reprend les catégories anxiogènes du discours nationaliste sur la frontière — à l'instar de celui tenu par le Rassemblement national en France ou la Ligue du Nord en Italie — pour l'appliquer aux frontières extérieures de l'UE. Devant les parlementaires réunis en Congrès, il déclarait ainsi : « *La deuxième de nos réponses passera par un renforcement de nos frontières communes en Europe, un investissement assumé que la France porte, voulu, cohérent et par une politique de responsabilité et de solidarité au sein de l'Europe. Toute politique nationaliste de court terme ne règlera en rien la situation migratoire, elle la créera chez l'autre, elle sèmera la division. Toute politique qui voudrait mélanger toutes les situations et ne pas voir qu'il existe aujourd'hui des situations différentes selon qu'on vient d'un pays en guerre ou selon qu'on n'en vient pas oublie aussi cette cohésion nationale indispensable que nous devons préserver. Mais jamais la France n'acceptera les solutions de facilité que d'aucuns aujourd'hui proposent et qui consisteraient à organiser des déportations à travers l'Europe pour aller mettre dans je ne sais quel camp à ses frontières, en son sein ou ailleurs les étrangers qu'on ne voudrait pas* »<sup>27</sup>.

Comme nous l'avions déjà relevé dans un précédent éditorial analysant le contenu du Pacte européen sur l'immigration — comme quoi Emmanuel Macron n'a rien inventé —, cet universalisme néolibéral, en apparence généreux, ouvert et tolérant, tend davantage à renforcer les réflexes de repli nationaliste dans les sociétés nationales et dans l'UE, confortant une obsession « frontiérophile » sur le plan national, comme à l'échelle européenne : « *Certains avancent l'argument judicieux que la construction européenne et son corollaire, la promotion d'une identité commune aux pays membres, serait sans doute le meilleur moyen de faire reculer le spectre du nationalisme xénophobe qui gagne aujourd'hui certains groupes sociaux de l'UE, fragilisés par la crise économique et des effets destructeurs de la mondialisation, se traduisant par le retour en force des "vieux démons" que sont l'antisémitisme, le racisme sous toutes ses formes, les irrédentismes et les régionalismes séparatistes, etc. Mais, en réalité, c'est le scénario inverse qui se déroule sous nos yeux : la dynamique européenne actuellement à l'œuvre dans l'espace public de l'UE loin de terrasser les réflexes xénophobes et autodéfensifs au sein des populations*

26. MACRON, Emmanuel, *Discours devant les forces de sécurité intérieure* [En ligne], 18 octobre 2017, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/10/18/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-devant-les-forces-de-securite-interieure>.

27. MACRON, Emmanuel, *Discours devant le Parlement réuni en Congrès*, op. cit.

tend à secréter un double nationalisme à l'échelle du continent, d'une part, et à l'échelle des États, d'autre part »<sup>28</sup>.

Cette analyse de l'humanisme sécuritaire dans sa version macronienne — sécurité/efficacité/dignité — serait incomplète si elle ne faisait pas référence au traditionnel couplet sur la nécessaire « coopération avec l'Afrique » qui est, en réalité, une reprise pure et simple de la politique de co-développement défendue par les gouvernements français depuis le début des années 1990. Sur ce plan aussi, Emmanuel Macron n'a rien inventé : le registre de la coopération jouant à la fois le rôle de déculpabilisation collective et de compensation diplomatique de l'action répressive et sécuritaire en matière migratoire, que l'on pourrait résumer par la formule triviale : « Frères africains, surtout ne venez pas chez nous, on vous aidera à survivre chez vous ! ». C'est le sens de la politique euro-africaine prônée par le président français depuis son investiture : « *Je souhaite que notre partenariat avec l'Afrique soit un élément de la refonte du projet européen. L'aide au développement doit augmenter, je m'y suis engagé pour la France et, année après année, nous l'augmenterons à chaque fois, nous l'augmenterons aussi pour faire mieux parce qu'un chiffre à lui seul ne signifie pas une politique et nous avons sur ce sujet bien souvent l'obsession des symboles. Et on pense qu'une politique du développement se réduit à un chiffre. Nous ferons mieux avec les sociétés civiles. Mais cette aide publique au développement, elle doit aussi être européenne, avec une ambition refondée et à ce titre, je souhaite [...] relancer sur de nouvelles bases le projet de taxe sur les transactions financières européennes afin de financer cette politique* »<sup>29</sup>. Dans le même temps, la majorité présidentielle entend imposer pour 2019-2020 l'inégalité des droits d'inscription dans les universités, mesure qui s'exercera au détriment des étudiants des pays du sud de la Méditerranée (Maghreb et Afrique noire)<sup>30</sup>.

Il convient toutefois de ne pas se méprendre sur cette orientation européenne de la posture macronienne qui s'articule à une vision « civilisationniste » et missionnaire du rôle de la France sur le continent, d'où la référence récurrente au projet français pour l'Europe. En résumé, Emmanuel Macron est intimement convaincu que c'est le génie français qui sauvera l'Europe du déclin : « *Pour faire face à la peur de l'effacement, à cette insécurité culturelle et civilisationnelle que j'évoquais, nous avons aussi*

28. GEISSER, Vincent, "Le Pacte européen sur l'immigration et l'asile ou le triomphe de la 'frontexisation' des esprits", *Migrations Société*, vol. 20, n° 119, septembre-octobre 2008, pp. 3-12.

29. MACRON, Emmanuel, *Discours "Pour une Europe souveraine, unie, démocratique"* [En ligne], 26 juillet 2017, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/26/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique>.

30. GEISSER, Vincent, "Le 'double discours' des pouvoirs publics français sur l'accueil des étudiants étrangers : une si vieille histoire", *Migrations Société*, vol. 30, n° 174, octobre-décembre 2018, pp. 3-15.

*besoin de porter le projet français pour l'Europe. Ce projet, c'est de retrouver le sens et la substance de notre coopération face à tous les défis que nous pouvons relever uniquement ensemble en tant qu'Européens. Cet engagement, ce projet français a d'ores et déjà permis des avancées réelles que d'aucuns pensaient impossibles jusqu'alors* »<sup>31</sup>. On rappellera que c'est à Orléans, le 8 mai 2016, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, alors qu'il n'était que ministre de l'Économie, qu'Emmanuel Macron avait laissé entrevoir ses ambitions présidentielles, se présentant, à l'instar de la Pucelle, comme le sauveur d'une France en péril. Le choix de la date, du lieu et du symbole (une sainte catholique « sauveuse » de la France) ne doit rien au hasard, revêtant une forte dimension symbolique<sup>32</sup> : « *Voilà pourquoi les Français ont besoin de Jeanne d'Arc, car elle nous dit que le destin n'est pas écrit, que nous n'avons pas à subir. Ne jamais subir, peser sur le destin du monde, c'est ce qui fait que les Français sont eux-mêmes et que la France restera elle-même. Vive Orléans, Vive la République, Vive la France !* »<sup>33</sup>.

\*\*\*

Quelles leçons tirer de la stratégie politique et électorale macronienne de « face à face » avec l'extrême droite ? A-t-elle porté ses fruits en réduisant l'influence de la mouvance nationaliste en France et en Europe ? A-t-elle suscité un « électrochoc démocratique » chez les citoyens européens ?

Au regard des résultats de l'élection européenne en France et à l'échelle de l'UE, la stratégie macronienne d'endiguement de la mouvance nationaliste n'a pas vraiment fonctionné, les partis populistes et souverainistes se maintenant, voire progressant dans certains pays<sup>34</sup>. On peut dire que cette stratégie binaire a même contribué à susciter des tentatives de riposte unitaire du camp nationaliste : c'est tout le sens de la rencontre de Milan, le 18 mai 2019 qui, à l'initiative du ministre de l'Intérieur italien,

31. MACRON, Emmanuel, *Discours devant le Congrès réuni à Versailles*, op. cit.

32. LE MONDE/AFP, "À Orléans, Emmanuel Macron a rendu hommage à Jeanne d'Arc qui 'a su rassembler la France'" [En ligne], *Le Monde.fr*, 8 mai 2016, [https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/05/08/a-orleans-emmanuel-macron-a-rendu-hommage-a-jeanne-d-arc-qui-a-su-rassembler-la-france\\_4915603\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/05/08/a-orleans-emmanuel-macron-a-rendu-hommage-a-jeanne-d-arc-qui-a-su-rassembler-la-france_4915603_823448.html).

33. MACRON, Emmanuel, *Discours à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, Orléans* [En ligne], 8 mai 2016, <http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/20908.pdf>.

34. En France, le Rassemblement national a obtenu 23,3 % des suffrages exprimés ; en Italie, les deux partis d'extrême droite la Ligue du Nord et le mouvement cinq étoiles, respectivement 34,3 % et 17,5 % ; en Belgique, le *Vlaams Belang* et l'Alliance néoflamande (N-VA), respectivement 12 % et 14 % ; en Hongrie, le *Fidesz* du président Orban, ouvertement antisémite et islamophobe, a rassemblé 52,3 % des suffrages exprimés ; en Autriche, malgré les scandales le frappant, le parti populiste FPÖ (Parti de la liberté) a obtenu 17,5 % des suffrages ; en Espagne, le parti *Vox*, encore inconnu il y a cinq ans, a rassemblé 6,5 % des voix, avec désormais une présence significative au Parlement régional d'Andalousie ; en Pologne, le parti Droit et Justice (PiS), ultraconservateur et nationaliste (anti-avortement, homophobe) a regroupé 45,4 % des suffrages ; en Allemagne, le parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne) se maintient autour de 11 % des suffrages exprimés.

Matteo Salvini (Ligue du Nord, extrême droite) a réuni à quelques jours du scrutin une grande partie des ténors européens de la droite populiste et souverainiste, avec précisément en ligne de mire l'ambition d'allumer un contre-feux nationaliste à la stratégie européenne d'Emmanuel Macron : « *Donnez-nous un coup de main [...] pour reprendre les clés de notre maison. Les élections européennes sont un référendum entre la vie et la mort, entre le passé et l'avenir, entre une Europe libre et un État islamique basé sur la peur* », a lancé Matteo Salvini, qualifiant par avance les abstentionnistes de « *complices des Merkel, Macron et Soros* »<sup>35</sup>. Bien sûr, il serait exagéré de faire porter au président français la responsabilité de la consolidation politique et électorale de l'extrême droite dans l'UE ; néanmoins sa stratégie binaire a clairement incité un certain nombre de *leaders* et d'organisations nationalistes à poser les bases d'une coalition populiste, certes fragile et hétéroclite, mais qui se nourrit directement de ce processus de bipolarisation *démocrates néolibéraux/autoritaires et nationaliste*. En ce sens, Emmanuel Macron porte une certaine responsabilité dans la *success story* électorale du camp nationaliste en Europe qu'il a contribué, par ses discours, à essentialiser et à unifier. C'est la prophétie autoréalisatrice que nous évoquions précédemment : la focalisation obsessionnelle sur l'extrême droite ne fait que la renforcer. Sur ce plan, Emmanuel Macron semble s'inspirer de la stratégie mitterrandienne qui, dans les années 1980, a contribué à banaliser la présence du Front national dans le paysage politique français.

Corrélativement, la stratégie macronienne, qui dépasse largement la temporalité électorale, puisqu'elle s'inscrit sur le « temps moyen » de son mandat présidentiel et sur le temps de son destin national et continental, aboutit inévitablement à délégitimer la problématique partisane (les partis sont identifiés à de « vieilles forces malades » appelées à disparaître) et à assécher le débat public autour de thématiques largement identitaires, faisant bon ménage avec une approche néolibérale des questions sociales. De ce point de vue, il est clair que la stratégie macronienne constitue une machine à dépolitisation, en affaiblissant les organisations politiques traditionnelles et, au-delà, les forces vives de la nation (syndicats, associations, mouvements de solidarité, etc.). Elle finit par accréditer l'idée que le seul espace politique légitime est celui d'un affrontement inévitable entre le camp démocrate néolibéral et le camp autoritaire souverainiste, étouffant la pluralité des expressions politiques et sociales en France et en Europe.

Enfin, le discours pro-européen du président de la République, derrière les apparences d'ouverture, de tolérance et d'humanisme, censées

35. AFP/LE FIGARO, "12 partis d'extrême droite samedi à Milan autour de Le Pen et Salvini" [En ligne], *Le Figaro.fr*, 16 mai 2019, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/europeennes-12-partis-d-extreme-droite-samedi-a-milan-autour-de-le-pen-et-salvini-20190516>.

contenir la « menace nationaliste », participe, en réalité, à recycler de nombreuses thématiques identitaires et sécuritaires : il consolide la frontière matérielle, humaine et symbolique entre « Eux » et « Nous », la « préférence européenne » remplaçant progressivement la « préférence nationale » mais aboutissant finalement au même résultat : le rejet de l'Autre, de l'extra-européen, du migrant du Sud dans un nouvel espace imaginaire de *barbarité*.

De ce fait, le nouvel humanisme européen promu par le président français, combinant néolibéralisme, messianisme national<sup>36</sup> et sécuritarisme, paraît moins constituer un antidote à la « peste brune » ou à la « lèpre nationaliste » en Europe qu'une iatrogénie, produisant des troubles sur les citoyens ordinaires qui s'interrogent de plus en plus sur le sens à donner au mot « démocratie »<sup>37</sup>.

Marseille, le 29 mai 2019

---

36. La croyance au « génie français » censé sauver l'Europe.

37. BROWN, Wendy, *Défaire le dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris : Éditions Amsterdam, 2018, 296 p.